

Document

La dialectique de la déflation et de la dette. (27.06)

Le Monde – 26.06

En politique économique, tout est dans ce que les experts appellent le timing - le bon moment. Une partie du débat qui a lieu au G20, réuni à Toronto, au Canada, tourne autour de ce fameux timing. En gros, les Etats-Unis reprochent aux Européens de faire de la rigueur trop tôt. Au mauvais moment. Et de mettre ainsi en péril l'ébauche de reprise qui se dessine timidement aujourd'hui.

Les projets budgétaires des Européens pour l'année 2011 comporteraient trop de hausses d'impôts - plus souvent sur la consommation - et trop de réductions de dépenses publiques. Les Américains disent aux Européens qu'ils se trompent de priorité. L'heure ne serait pas au redressement de leurs finances publiques, mais à la consolidation de la reprise. Bref, les dispositifs de soutien à l'activité mis en place en 2008-2009 pour éviter un effondrement économique au lendemain de la crise financière devraient être maintenus.

Le professeur Barack Obama estime que le soutien à la consommation et à l'investissement passe avant l'allègement d'une dette publique, qui, dit-il, se fera d'autant plus aisément que la croissance sera de retour.

Sauf le respect dû au président américain et à ses conseillers, le problème est mal posé. L'équation est moins binaire que cela. Le choix ne peut être réduit à ces deux termes : la croissance ou la dette. Des pays comme l'Irlande, le Portugal, la Grèce ou même l'Espagne ont une priorité : rétablir la confiance dans leurs finances publiques, sauf à risquer la faillite pure et simple - l'incapacité de faire face à leurs échéances.

La question qu'on est en droit de poser au Prix Nobel d'économie Paul Krugman, partisan d'une relance publique beaucoup plus forte, est la suivante : croit-il vraiment que la hausse de la dette souveraine ne pèse pas non plus sur les perspectives de croissance de ces pays ? Elle finira par se traduire par une tension sur les taux d'intérêt qui ne nous semble devoir favoriser ni la consommation ni l'investissement. Le risque existe d'un coût économique encore plus élevé en cas de refus de s'attaquer à la spirale de la dette publique.

Ailleurs, il arrive que le discours sur la nécessité de l'assainissement des finances publiques ne soit que cela : un discours. L'approche de la France paraît prudente. Elle combine rigueur et maintien de certaines mesures de soutien à l'activité. Celle de l'Allemagne, peut-être plus sévère, n'est pas non plus drastique : les coupes prévues dans le budget 2011 représenteraient 0,4 % du produit industriel brut. L'Italie navigue à vue, dans une certaine opacité de ses comptes publics, avec un talent non moins certain.

Peut-on dire, dès lors, que l'Europe est en passe de commettre "*la mère de toutes les erreurs économiques*" en privilégiant le traitement de la dette sur la stimulation de l'activité ? Rien n'est moins sûr. Ce que les gouvernants ont à mettre en oeuvre, c'est une politique d'équilibrage des risques : celui de la déflation et celui de la dette. Là, ce n'est plus le timing qui est en question, c'est le tuning, le réglage.

Commentaire rapide.

Normal que *Le Monde* ne comprenne pas que le capitalisme est face à la quadrature du cercle et que sa marge de manoeuvre est de plus en plus étroite pour atténuer les conséquences de ses propres contradictions qui sont poussées à l'extrême avec le développement de la démographie mondiale et la présence de prétendants de plus en plus nombreux pour se partager un gâteau au dimension réduite de par l'existence de plus d'un milliard de pauvres dans le monde...